

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 MAI 2013

Nombre de Conseillers : 18

Présents : 17

Pouvoir : 0

L'an deux mille treize et le treize mai, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, WEISS Elisabeth, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, LACREUSE Brigitte, PELLERIN Annick, EGENSCHWILLER Sabine, LAMBERT CONSTANT Eliane, DOTTA Stéphane, BESSONE Eric, BUISINE Serge, MATI Chantal, HILY Guy, GIROUD Patrick.

Absent et excusé :

FILERI Grégory

Désignation du secrétaire de séance : Madame Sylvie Leborgne

Monsieur le Maire retire le point n° 4 « Renouvellement convention de mise à disposition des locaux municipaux aux associations ».

Lecture du compte rendu : Adopté avec observations

p 2 : « adoption du compte administratif du budget principal », lire excédent d'investissement 2011 à la place de recettes d'investissement 2011.

p 16 : « informations diverses de Mme Elisabeth Weiss », lire publication et non publicité.

Lecture des décisions :

- Attribution du Marché Public 013/F01 « Acquisition de fournitures pour réseaux divers ».
- Attribution du Marché Public 013/T02 « Travaux d'adduction d'eau potable les Vidals/les Germain (2600 ml) ».

1. VOTE DES SUBVENTIONS AU PROFIT DES ASSOCIATIONS

Le vote de chaque subvention fait l'objet d'un débat permettant à chacun d'exposer les motifs de sa décision.

Chaque élu(e,s) membre(s) de l'association, quitte la salle du conseil municipal lors du vote et du débat le précédant. Il/elle réintègre la salle du Conseil municipal après la réalisation de la délibération.

Lorsque Monsieur le Maire s'absente en sa qualité de membre de l'association, Madame Leborgne occupe alors par intérim ses fonctions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer aux associations les sommes ainsi présentées ci -après.

| ASSOCIATION | SUBVENTIONS 2012 | SUBVENTIONS 2013 VOTEES | ELU(E,S) MEMBRE(S)DE L'ASSOCIATION, QUITTANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE | MODALITES DE VOTE |
|--|-------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------|
| ACADEMIE DE MUSIQUES ANCIENNES (I') | 2 000,00 € | 3 000,00 € | S.Leborgne | Adopté à l'unanimité |
| AMICALE CCFF (I') | 2 763,00 € | 763,00 € | | |
| ARTS MURS (les) | 1 000,00 € | 900,00 € | | |
| ASS BOULISTE (I') | 1 600,00 € | 1 500,00 € | G.Uvernet | |
| ASSOC. DDEN (I') | 100,00 € | 100,00 € | | |
| CANAL DE STE CROIX | 400,00 € | 400,00 € | | |
| CLUB VERMEIL (le) | 1 400,00 € | 1 400,00 € | G.Hily | |
| COMITE DE JUMELAGE DU THORONET (le) | 2 000,00 € | 2 000,00 € | G.Hily, E.Garcia, S.Egenschwiller, B.Lacreuse, E.Lambert, A.Pellerin, S.Leborgne | |
| CROIX-ROUGE FRANCAISE (la) | 150,00 € | 150,00 € | | |
| ECOLE JEUNES SAPEURS POMPIERS (I') | 150,00 € | 150,00 € | | |
| HANDICAP AVENTURE (EDICOM) | 100,00 € | 100 € | | |
| JUDO CLUB (le) | 500,00 € | 500,00 € | | |
| NUITS BLANCHES (les) | 6 000,00 € | 7 000,00 € | | |
| OLYMPIQUE TARADEAU LORGUES (I') | 400,00 € | 400,00 € | | |
| RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE MEDIEVALE (les) | 8 500,00 € | 8 500,00 € | S.Leborgne | |

| ASSOCIATION | SUBVENTIONS 2012 | SUBVENTIONS 2013 VOTEES | ELU(E,S) MEMBRE(S)DE L'ASSOCIATION, QUITTANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE | MODALITES DE VOTE |
|--|-------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------|
| RESTOS DU CŒUR (les) | 300,00 € | 300,00 € | | Adopté à l'unanimité |
| RETROUVAILLES (les) | 100,00 € | 100,00 € | D.Bergez | |
| SOUVENIR FRANÇAIS (le) | 450,00 € | 350,00 € | G.Uvernet, E.Garcia | |
| TAI CHI CHUAN (le) | 400,00 € | 400,00 € | | |
| THORONET TENNIS CLUB (le) | 600,00 € | 600,00 € | | |
| TSA | 600,00 € | 600,00 € | | |
| UNC UNCAFN | 650,00 € | 550,00 € | G.Uvernet, E.Garcia | |
| Provision en vue de l'attribution à l'association Ecole de musique devant réaliser l'enseignement musical au Thoronet | / | 3000€ provisionné | | |

| ASSOCIATION | SUBVENTIONS 2012 | SUBVENTIONS 2013 VOTEES | ELU(E,S) MEMBRE(S)DE L'ASSOCIATION, QUITANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE | MODALITES DE VOTE |
|---|------------------|----------------------------|--|--|
| FOYER RURAL (le) | | | | Adopté à la majorité des voix Contre (volonté d'une diminution) : P.Giroud, S.Egenschwiller, C.Mati, B.Lacreuse. |
| - <i>Activités foyer rural</i> | 4 500,00 € | 4 500,00 € | G.Uvernet, E.Garcia, S.Buisine | Abstention : S.Cazzola |
| - <i>Pour section animation (reprise activité Comité des fêtes)</i> | 7 500,00 € | 7 500,00 € | | Adopté à la majorité des voix Contre (volonté d'une diminution) : S.Egenschwiller, P.Giroud, C.Mati, B.Lacreuse, S.Leborgne. Abstention : S.Dotta |
| AMICALE DE LA CHASSE DU THORONET | / | 100 € | | Adopté à la majorité des voix Contre : P.Giroud, C.Mati, A.Pellerin, E.Lambert Abstention : B.Lacreuse Volonté d'attribuer une plus forte somme : E.Bessone, S.Dotta, E. Garcia, G.Hily |

Les associations AMAP DU THORONET, CENTHEA, DES CLOWNS A L'HOPITAL, LE MOTO CLUB DU VAR, LE POISSON D'ARGENT, LA PREVENTION ROUTIERE, LES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT, LE VELO CABASSE n'ont pas sollicité la Commune et ne se sont vues de ce fait pas attribuer de subvention au titre de l'année 2013.

2. DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AUPRES DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LA MAISON DES JEUNES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que les pluies torrentielles du 26 octobre 2012 ont provoqué une vague d'eau et de boue déferlant au sein du noyau villageois et causant sur son passage de très importants dégâts matériels.

Ainsi, le local de la Maison des Jeunes en contrebas du village a été durement touché par les inondations, tout le mobilier dédié à l'accueil des jeunes ayant été noyé.

Si la Commune a pu procéder aux premiers rachats de matériel, il apparaît aujourd'hui indispensable de doter la Maison des Jeunes des équipements non renouvelés jusqu'alors.

Le montant de ces investissements s'élève à 8 277,37 € H.T., une aide de la Caisse d'Allocations Familiales pouvant être attribuée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider les nouvelles dépenses d'équipement au profit de la Maison des Jeunes en remplacement du mobilier détruit par les inondations du 26 octobre dernier,

ARTICLE SECOND : De solliciter une subvention auprès de la Caisse d'allocations familiales à hauteur de 80% de la somme soit 6 621 €,

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de réaliser l'ensemble des procédures induites par la présente décision.

Adopté à l'unanimité

3. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL GENERAL DU VAR ET PROGRAMME VOIRIE 2013

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal qu'il importe d'entretenir les voies appartenant au domaine de la Commune du Thoronet.

Il est ainsi établi le programme voirie 2013, et ce, pour une réalisation avant le 31 juillet 2013.

Sont donc prévus des travaux pour les sites suivants : Place Louis RAYNAUD, voie communale des Codouls, voie communale de la Bourgade, création d'une voie de

contournement du hameau des Vidals, confection d'un cheminement piétonnier le long de la RD 79,

Considérant que le programme voirie 2013 entre dans le Contrat de territoire, en tant que projet structurant,

Considérant le plan de financement qui s'établit comme suit :

| ORGANISMES | SUBVENTIONS SOLLICITES |
|------------------------|------------------------|
| Conseil Général du Var | 103 106, 00 € |
| Autofinancement | 44 189,00 € |
| TOTAL | 147 295,00 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De solliciter le Conseil Général pour l'obtention d'une subvention permettant la réalisation du programme voirie 2013, dans le cadre du Contrat de territoire.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire à réaliser le dossier de demande de subvention.

Adopté à l'unanimité

| |
|--|
| <u>4. CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION NUITS BLANCHES DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DES 5-6-7 JUILLET 2013</u> |
|--|

Vu le C.G.C.T.,

Considérant la manifestation « Festival des Nuits Blanches », organisée par l'association du même nom du 04/07/13 au 8/07/13 place Sadi Carnot et dans les rues du noyau villageois,

Considérant qu'il convient d'établir une convention déterminant les différentes responsabilités induites à cette organisation,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter l'organisation de la manifestation des Nuits Blanches du 04/07/13 au 8/07/13 au sein du Village,

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention avec l'association.

Adopté à l'unanimité

5. CREATION DE DEUX POSTES CONTRATS D'AVENIR

Sur le rapport de Monsieur le Maire exposant :

Considérant que le dispositif des emplois d'avenir vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires,

Considérant que ce dispositif prévoit l'attribution d'une aide de l'état liée à l'engagement de la collectivité en matière d'accompagnement du jeune (contenu du poste, tutorat, formation ...),

Considérant que les jeunes sont recrutés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé qui bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi,

Considérant que la durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine, la durée du contrat est normalement de 36 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Décide de créer deux postes, **à compter du 1^{er} juin 2013**, dans le cadre du dispositif « emplois d'avenir » dans les conditions suivantes :

- ⇒ Contenu du/des postes : Agent polyvalent au sein des services techniques
- ⇒ Durée des contrats : 36 mois
- ⇒ Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
- ⇒ Rémunération : 100 % du SMIC.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

6. CREATION D'UN POSTE CONTRACTUEL A TEMPS NON COMPLET (10H30 HEBDOMADAIRES)

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent d'agent polyvalent, pour accroissement temporaire d'activité rémunéré sur le grade de Rédacteur 8^{ème} échelon à temps non complet à compter du 1^{er} août 2013,

Monsieur le Maire expose que la création de ce poste permettrait de répondre aux besoins indispensables au bon fonctionnement des services, notamment le passage de flambeau du fait du départ en retraite de l'agent chargé seul des élections, du C.C.A.S., et responsable du service de l'Etat civil.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire à procéder au recrutement d'un agent non titulaire à temps non complet pour 10h30 hebdomadaires pour faire face à un besoin lié à l'accroissement temporaire d'activité,

ARTICLE SECOND : De rémunérer cet agent sur le grade **de Rédacteur 8^{ème} échelon**,

ARTICLE TROISIEME : D'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget.

Adopté à l'unanimité

7. MONTANT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DES RESEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET D'ELECTRICITE

M. le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité n'avait pas été actualisé depuis un décret du 27 janvier 1956. L'action collective des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité, tels que le *SYMIELECVAR* auquel la commune adhère, a permis la revalorisation de cette redevance.

M. le Maire donne connaissance au Conseil du décret n°2002-409 du 26 mars 2002 portant modification des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Il propose au Conseil :

- de calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la commune issu du recensement en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 ;
- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de la valorisation définie au sein du décret visé ci-dessus et de l'indication du ministère de l'écologie, du développement durable des transports et du logement ayant décidé de publier les indices et index BTP sous forme d'avis au Journal Officiel de La République Française et non plus sous forme d'avis au Bulletin Officiel, soit un taux de revalorisation de 25.99 % applicable à la formule de calcul issue du décret.

Le Conseil Municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter la proposition qui lui est faite concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Adopté à l'unanimité

8. MONTANT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DE TELECOMMUNICATION

Considérant que l'occupation du domaine public communal par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, des avantages qu'en tire le permissionnaire et de la valeur locative de l'emplacement occupé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer pour l'année 2013 les tarifs annuels de la redevance pour occupation du domaine public communal due par les opérateurs de télécommunication respectivement comme suit :

Domaine public routier :

- 40 € par kilomètre et par artère en souterrain
- 53,33 € par kilomètre et par artère en aérien
- 26,66 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques

Domaine public non routier :

- 1333,19 € par kilomètre et par artère en souterrain et en aérien
- 866,57 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques

ARTICLE SECOND : Que ces montants seront **revalorisés** au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de la moyenne de l'index TP 01 de décembre (N-1), mars (N), juin (N) et septembre (N), conformément aux dispositions du décret du 27 décembre 2005,

ARTICLE TROISIEME : D'inscrire annuellement cette recette au **compte 70323**,

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur Le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

Adopté à l'unanimité

9. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 8 FEVRIER 2008 : REGIE D'AVANCES

Considérant la nécessité de réaliser le paiement par chèques des reportages des journaux télévisés permettant d'attester de la violence des pluies torrentielles du 26 octobre 2012 dans le cadre du contentieux exercé par la Commune contre l'arrêté ministériel ne reconnaissant pas l'état de catastrophes naturelles,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE de compléter la délibération du 8 février 2008 selon les termes suivants :

ARTICLE PREMIER : La régie d'avances telle qu'instituée en assemblée délibérante le 16/09/02 (modifiée le 8/02/2008) demeure auprès des services administratifs de la Commune du Thoronet,

ARTICLE SECOND : Cette régie est installée en mairie Place Sadi Carnot (le Thoronet),

ARTICLE TROISIEME : La régie paie les dépenses suivantes :

- 1° : achat petites fournitures ou petit matériel,
- 2° : photocopies à un prestataire extérieur,
- 3° : frais postaux,
- 4° : paiement immédiat contre réception colis,
- 5° : les frais de mission et de stage y compris les avances.

ARTICLE QUATRIEME : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon le mode de règlement suivant :

- en numéraire
- en chèque

ARTICLE CINQUIEME : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur.

ARTICLE SIXIEME : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 000 €,

ARTICLE SEPTIEME : Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire (trésorerie de Lorgues) la totalité des pièces justificatives de dépenses chaque première semaine du mois,

ARTICLE HUITIEME : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur,

ARTICLE NEUVIEME : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur,

ARTICLE DIXIEME : Le Maire et la Comptable public assignataire de Lorgues sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Adopté à l'unanimité

(Départ de Monsieur Cazzola à 19h30).

INFORMATIONS DIVERSES

Par Monsieur le Maire :

- Lecture courrier du Club Cyclotouriste La Farlède portant sur la concentration nationale « Pâques en Provence ».
- Lecture courrier de Mme PERTHUIS portant sur la demande d'installation d'un camion « snack » sur la Commune; refus par la municipalité.
- « Information d'une prochaine formulation d'un recours contentieux auprès du Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêté ministériel qui n'a pas reconnu la Commune en état de catastrophe naturelle suite aux inondations du 26 octobre dernier.
Les argumentations des ministres portant refus, se fondent sur le fait que les phénomènes météorologiques n'étaient pas exceptionnels et que l'Argens n'avait pas connu de crue particulière. Ceci apparaît surprenant car c'est le cours d'eau « le Vallon » qui est sorti de son lit causant de nombreux dégâts. Il est de notre devoir de ne pas fléchir et de faire reconnaître ce que de droit pour le bien de nos administrés. »
A sa demande, réunion avec M. le Sous-Préfet le 21 mai 2013 en Mairie pour permettre une concertation dans l'élaboration du P.P.R.I, avant une réunion de présentation à la population le 6 juin 2013 à 17h salle des Fêtes Edouard SOLDANI.
- Compte rendu de la gestion du Centre d'hébergement Académie de Musiques Anciennes confié par convention d'occupation domaniale. Le montant de la redevance au titre de l'année 2012 a plus que doublé ; outre la confirmation de la mise en œuvre de sa vocation première, cela a permis de créer 3 emplois et de développer l'activité économique des entreprises locales grâce à la mise en place de partenariats avec les commerçants thoronéens en particulier les restaurateurs.
- Plan de bornage parcelles section C n° 662 et 752 lieu dit « Le Régoulier » par le Cabinet géomètres-experts Roche et Associés.
- Date du prochain conseil municipal : 24/06/2013.

(Départ de Monsieur Dotta à 20h00).

Par Monsieur Eric Garcia:

- Les séances de cinéma seront dorénavant en qualité numérique. Ciné 83, branche de la F.O.L. a investi dans du nouveau matériel. Le son et la qualité d'images s'en trouvent grandement améliorés. Le choix de la programmation s'en trouvera également élargi.
- Présentation d'un projet en vue de l'implantation d'un minigolf et footgolf sur la zone couverte actuellement par le terrain municipal aux Codouls. Ceci nécessitera l'étude préalable des déversements des eaux pluviales.

- Une nouvelle association « Nouveaux Horizons d'Airsoft du Thoronet (NHAT) » a vu le jour et propose d'initier et d'approfondir l'expérience des personnes majeures dans le Domaine de l'Airsoft. Semblable au Paintball, l'activité, utilise des billes biodégradables en veillant à la sécurité de tous et sans causer de nuisances sonores. La municipalité se prononce favorablement pour mettre à disposition de l'association un terrain municipal boisé afin que l'activité puisse se dérouler en toute quiétude dans un périmètre déterminé.

Par Monsieur Guy Hily:

- Compte rendu de la participation du comité de jumelage des Abbayes cisterciennes européennes à la manifestation PONTE dei SAPORI à Fontevivo le 5/05/2013.

Un débat s'engage quant à la venue des représentants de Fontevivo en juin prochain au Thoronet. Il est proposé de reporter à une date ultérieure afin de les accueillir dans les meilleures conditions possibles car le délai actuel imparti apparaît insuffisant.

Séance clôturée à 20h50

La secrétaire de séance

Mme Sylvie LEBORGNE